

LES JOURNEES EUROPEENNES DU DEVELOPPEMENT

Bruxelles, 15 – 17 novembre 2006.

PERSPECTIVES SUR LA GOUVERNANCE

Intervention de Aminata Dramane TRAORE

LES JOURNEES EUROPEENNES DU DEVELOPPEMENT

Bruxelles, 15 – 17 novembre 2006.

PERSPECTIVES SUR LA GOUVERNANCE

Permettez-moi d'aller au-delà des chiffres pour tenter de rendre compte des réalités qui ne laissent pas mesurer, qui s'extériorisent même pas et qui sont pourtant éminemment humaines. Le développement dont il est question ici ne les traite pas et c'est en cela qu'il est dans l'impasse.

L'honneur, la fierté et la dignité faut-il le rappeler, Mesdames et Messieurs, sont le propre de l'humain, de tout humain.

« *Sommes-nous des Humains ? Avons-nous tous les mêmes droits ?* » ne cessent de s'interroger aujourd'hui les trois quart de l'humanité dont le droit au travail, au revenu décent, à l'eau potable et à une alimentation saine et suffisante est bafouée.

Mais, en Afrique, les valeurs que j'évoque ne se satisfont pas de la satisfaction individuelle et personnelle des besoins. L'humain, dit un adage malien, naît dans les mains des humains qui l'accompagnent jusqu'à dernière demeure.

Le lien social est fait de ce sentiment profond d'avoir besoin les uns et des autres, de devoir les uns aux autres. Le drame de la plupart des jeunes maliens, sénégalais, camerounais, congolais... qui ont pris d'assaut les barbelés de Ceuta et de Melilla est d'être privé chez soi d'emploi et de revenu qui permet de occuper sa place et de jouer son rôle par les siens.

« *Ceux qui sont morts à Ceuta, à Melilla, dans le désert ou en mer, sont finalement les plus chanceux* », nous confie Alfousseyni Kampo. « *Ils sont débarrassés du fardeau de la honte* » .

Les fond que l'Union Européenne est train d'injecter dans la lutte contre la pauvreté et l'émigration clandestine peuvent-ils rendre à Alfousseyni Kampo, Moussa Sangaré, Clariste Soh, Jean Kamta leur honneur, leur fierté et leur dignité ? Je ne crois pas.

Cette difficulté tient-elle d'abord à une question de gouvernance ? Je ne crois pas non plus.

Je remercie les organisateurs de ces journées européennes de développement de me donner cette occasion de m'en expliquer.

Je ne m'y attendais pas à cette ouverture parce que la société civile critique est rarement entendue du haut de ce genre de tribune. Davos et Porto Alegre continuent de se regarder en chiens de faïence parce que nous ne croyons pas aux mêmes valeurs ou, si c'est le cas, nous ne leur accordons pas le même ordre de priorité. Les détenteurs du pouvoir financier et politique estiment que la croissance et la compétitivité sont les meilleurs remèdes aux maux des humains et de la terre. Les altermondialistes font figure d'utopistes et d'empêcheurs de libéraliser en rond. L'une des nos premières tentatives de dialogue qui a révélé la difficulté de l'écoute mutuelle avait été organisé par Barrat (?) entre Monsieur Mark Malloch Brown à Davos et moi à Porto Alegre. Il y a ans.

La tension a progressivement baissé. Susan George, d'autres camarades du mouvement social et moi avons répondu à l'invitation de Guy Verofstad ici même, en Belgique ou bien des vérités ont été dites, mais fort nombreux sont les points de divergences.

Cela étant dit, je ne suis pas mandatée par le Conseil du Forum Social Mondial dont je suis membre, ni par celui du Forum Social Africain qui a vu le jour à Bamako, en janvier 2002.

Je remercie le Président du Mali, Amadou Toumani Touré, qui ne m'as pas combattue et mieux, qui nous a souvent reçus et qui a su nous écouter même si cette réceptivité a une incidence sur l'orientation néolibérale de l'économie malienne et la marchandisation de notre société.

En Afrique, comme dans d'autres régions du monde, gouvernants et gouvernés, n'ont pas de marge de manœuvre dans le choix des politiques économiques qui devraient permettre aux premiers de répondre aux attentes des seconds et de leur rendre des comptes.

De quelle gouvernance parlons-nous, Mesdames et Messieurs, là où la souveraineté des nations est ainsi sacrifiée au nom d'un marché dont le caractère déloyal et prédateur n'est plus à démontrer ?

Présenté comme l'un des pays les plus pauvres au monde, le Mali est également emblématique de la transition démocratique et de l'ouverture économique réussies. Persuadés que la paupérisation de leur pays était essentiellement dû à la mauvaise gestion du Général Moussa Traoré, les Maliens ne jureraient que par le « KOKADJE » qui veut dire « laver proprement ».

Trois cents personnes ont payé de leurs vies pour l'alternance politique qui devait nous garantir la démocratie, la bonne gouvernance et la transparence. Nous n'avions que la partie visible de l'iceberg, c'est-à-dire la mauvaise gestion et les détournements de fonds de nos dirigeants qui, en réalité, reçoivent des instructions de Washington, Bruxelles et ailleurs et n'ont de pouvoir véritables que celui de s'enrichir et de dessein que de se maintenir le plus longtemps possible au pouvoir.

Le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, le G8, l'Union Européenne... dont ils reçoivent en même temps que les instructions ne veulent pas être nommés parce qu'ils estiment qu'il n'y a pas d'alternatives aux politiques néolibérales qu'ils instruisent.

De quelle gouvernance parlons-nous quand règne la pensée unique et le droit des nations riches et des institutions internationales de nier leur part de responsabilité dans les erreurs et les fautes commises.

Posons le même regard sur les faits ?

L'Etat, semble-t-il, a été réhabilité au cours des années 90. Son rôle qui aurait été reconnue comme essentiel dans le développement est devenue un élément important dans l'agenda international. Que s'était-il passé auparavant ? La chute du prix des matières premières à partir de la fin des décennie 70, la crise de la dette et le début des programmes d'ajustement structurel qui ont affaibli et discrédité l'Etat ne devraient-ils pas entrer en ligne de compte ? D'où vient l'érosion des Etats et leur perte de légitimité si ce n'est pas du fait de la tutelle des Institutions de Breton Woods ?

Pourquoi les conflits qui ont ressurgi dans ce contexte et leur nature, est-elle différente de celle des années de lutte de libération nationale ne découlerait-t-elle pas de l'impopularité des mesures dites de redressement économique ?

La plupart des dirigeants africains traités de dictateurs ne doivent-ils pas être le relais de la dictature du marché en imposant à leurs peuples des réformes économiques qui ont tué l'emploi.

Une véritable réhabilitation de l'Etat peut-elle se faire en dehors d'une analyse qui tient de son désengagement et de sa privatisation au profit des bailleurs et d'une poignée de décideurs, de technocrates et de commerçants locaux.

Le bilan des cinquante dernières années de coopération entre l'Europe et l'Afrique devait-il, eu égard à l'état des lieux (surendettement, paupérisation, chômage, dégradation de l'environnement...) inviter agences et acteurs et harmoniser leurs méthodes ou à questionner le paradigme du marché.

Le principe de l'égalité et de la réciprocité dans les rapports entre régions voudrait que nous aussi Africains, posons un regard sur les bailleurs de fonds plus particulièrement l'Europe. Quel est son agenda ? Sur quelle base se construit-elle ?

A mon avis, il n'y a pas d'issue à l'enlisement de l'Afrique en dehors d'une analyse rigoureuse de choix macro-économiques de l'Europe qui déterminent l'orientation de sa politique de coopération internationale et d'aide au développement. J'imagine difficilement une Europe libérale défiée par les impératifs de la croissance et de la compétitivité dans le cadre de la globalisation en train de développer les richesses de l'Afrique au profit des Africains. Ses milieux d'affaires et les actionnaires que sont devenus la plupart de ses citoyens ne le comprendraient pas.

Le changement de paradigme ici en Europe qui consacre la primauté du marché est ce qu'elle exporte et impose dans nos régions où les rouages de l'économie et de la politique doivent faciliter la ponction des matières premières mais aussi la libre circulation des biens et services de ses multinationales. Il est à craindre que l'enjeu de la transparence et de la gouvernance ne soit pas le droit des Africains au travail, au revenu, à l'eau et à l'alimentation mais la sécurité des investissements étrangers que les peuples peuvent garantir en plaçant leur confiance à des élus qui, financement obligés ; se mettent à l'écoute des bailleurs de fonds, se montrent souvent plus soucieux de plaire à ces derniers qu'à rendre compte à leurs peuples.

Alors « **la gouvernance dans l'intérêt de qui, comment et en vue de quel projet de société ?** » est la question que nous ne cessons de nous poser depuis des années.